

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

www.esprit.presse.fr

Rédaction : 01 48 04 92 90 - redaction@esprit.presse.fr

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr

Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier

Directrice de la rédaction Anne-Lorraine Bujon

Rédactrice en chef Anne Dujin

Rédacteur en chef adjoint Jonathan Chaliar

Responsable de la communication Edouard Chignardet

Comité de rédaction

Joseph Bahout, Françoise Benhamou, Hamit Bozarslan, Sylvie Bressler,
Fabienne Brugère, François Crémieux, Carole Desbarats, Élise Domenach,
Michaël Fœssel, Antoine Garapon, Joël Hubrecht, Annick Jamart, Justine Lacroix,
Anne Lafont, Manuel Lafont Rapnouil, Emmanuel Laurentin,
Guillaume Le Blanc, Nicolas Léger, Michel Marian, Marie Mendras,
Jean-Claude Monod, Hélène Mugnier, Véronique Nahoum-Grappe,
Bernard Perret, Jean-Pierre Peyroulou, Jean-Yves Pranchère,
Camille Riquier, Jean-Louis Schlegel, Lucile Schmid

Comité d'honneur

Olivier Abel, Dominique Bourg, Jean-Philippe Domecq,
Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Claude Eslin, Jean-Marc Ferry,
Nicole Gnesotto, Dick Howard, Hugues Lagrange, Bernard Manin,
Patrick Mignon, Thierry Paquot, Joël Roman, Olivier Roy, Jean-Loup Thébaud,
Irène Théry, Georges Vigarello, Catherine Wihtol de Wenden, Frédéric Worms

À plusieurs voix

Navalny : la vie devant soi

Marie Mendras

p. 10

Les certificats de virginité en débat

Corinne Fortier

p. 14

Un droit à la survie ?

Élie Tassel

p. 17

Capital responsable : croire à l'incroyable

Aurélien Feix

et Déborah Philippe

p. 20

Un nouveau départ pour la relation transatlantique ?

Jérémy Gallon

p. 23

Laïcité, caricatures et diplomatie

Denis Bauchard

p. 26

Pour un accueil conforme aux exigences de la République

Pascal Brice

p. 30

Femmes en mouvements

Introduction

Anne Dujin, Joël Hubrecht

et Véronique Nahoum-Grappe

p. 39

Les combats des femmes

Au pouvoir, citoyennes !

Brève histoire des révolutions manquées

Yannick Ripa

p. 47

Travail des femmes, une émancipation inachevée

Rachel Silvera

p. 59

Que peuvent les insurgées ?

Les femmes dans les révoltes populaires en Serbie, en Syrie et au Soudan

Entretien avec Mayada Adil,

Maria AlAbdeh, Nataša Kandić

et Hind Meddeb

p. 67

Les mères pour la paix.

La question politique du lien de maternité

Véronique Nahoum-Grappe

p. 81

Le corps des femmes, sujet politique

Le retour du corps féminin

Entretien avec Camille

Froidevaux-Metterie

p. 91

Le droit à l'avortement, une conquête fragile

Fabienne Brugère

p. 99

**PMA pour toutes les femmes
et filiation. L'occasion manquée
de la réforme bioéthique**

Irène Théry

p. 103

**En finir avec la domination
masculine ?**

Que faire des hommes ?

Ivan Jablonka

p. 117

Contre Pygmalion

Caroline Charlet

p. 129

Enjeux d'une justice de l'intime

Antoine Garapon

p. 139

Le regard féminin à l'écran

Entretien d'Élise Domenach

avec Iris Brey et Sandra Laugier

p. 151

Varia

Les tensions de l'autonomie.

**La société française
dans la mondialisation**

Alain Ehrenberg

p. 161

Choisir ses morts

Camille Riquier

p. 173

**L'engagement écologique
et social à Nancy**

Textes recueillis

par Xenophon Tenezakis

p. 183

Les souterrains

de Daniel Lindenber

Charles Ficat

p. 197

Cultures

Entretien

p. 204

Anne de Malleray

Une attention au vivant

Ce mois-ci

p. 210

Filmer le journalisme

Louis Andrieu

(Malin) Génie du libéralisme

Jean-Loup Thébaud

Ce qui peut être sauvé

Alexandre Gefen

Sur un hiver européen

Sabri Megueddem

Une Amérique

gagnée par ses démons

Bénédicte Chesnelong

Critiques

p. 228

En écho

p. 265

LES TEMPS QUI VIENNENT

À s'interroger sur les perspectives de l'année qui s'ouvre, c'est évidemment l'espoir d'en finir avec la pandémie de Covid-19 qui vient d'abord à l'esprit. Au printemps dernier, encore sous le coup de la sidération, nous avions qualifié l'irruption de celle-ci dans nos vies d'« *événement par excellence* », celui dont Ricœur disait qu'il faut respecter la « *puissance d'ébranlement infinie* ». Il s'agissait d'accepter que sa signification soit ouverte, encore à construire. Les mois passant, il se confirme que l'épidémie fait bien figure de rupture, dessinant un avant et un après, dont les conséquences seront profondes et durables. Mais au sentiment qu'une brèche s'était ouverte, un bouleversement dont pourraient surgir des formes nouvelles, s'est substitué un épuisement physique et moral. L'imagination du « monde d'après » semble désormais faire défaut. Renvoyés pour un temps à nos existences privées, nous découvrons combien cette fonction vitale doit en réalité à des représentations et des ressources collectives. Paradoxe supplémentaire, c'est alors que nous sommes assignés à domicile que nous prenons conscience de notre condition mondialisée, bien au-delà de sa seule dimension économique. Jamais peut-être n'avons-nous vécu un événement aussi global, en étant si coupés du monde.

Pour *Esprit*, 2020 aura eu cette particularité supplémentaire que la grande histoire est entrée en résonance avec la petite. Le pays s'est confiné au moment même où s'installait une nouvelle rédaction, entendant assurer la relève des générations qui a caractérisé l'histoire d'*Esprit*, et réinterpréter à sa façon l'impulsion de ses fondateurs. Mais 2020 fut aussi l'année qui a vu prendre fin un certain nombre d'aventures éditoriales importantes

dans l'univers des revues. *Vacarme* et *Le Débat* ont fait paraître leur dernier numéro, suivant de peu l'arrêt des *Temps Modernes*, l'année précédente. Si de nouvelles revues se créent dans le même temps, en France et dans le monde, ce contexte invite malgré tout à s'interroger sur ce qui fait aujourd'hui la spécificité et la pertinence de la forme revue, dans un environnement intellectuel et médiatique dont toutes les coordonnées ont changé. Or celle-ci tient aussi, pour une large part, à l'énergie qui naît de l'ouverture et de la rencontre, de la curiosité et de l'échange. Les revues vivent des interactions entre leurs auteurs et leurs lecteurs, elles sont l'un des espaces de médiation où s'organise la confrontation des points de vue, si essentielle à la vie démocratique. L'effort de compréhension critique du réel n'est pas tenable dans la durée s'il ne peut compter, lui aussi, sur les ressources du collectif.

Malgré cette impression que le temps s'est comme refermé, il nous faut penser, aussi lucidement que possible, les périls qui montent et identifier les ressources dont nous disposons, collectivement, pour y répondre. Alors qu'une nouvelle administration s'installe aux États-Unis, on souhaiterait voir reculer le risque de faillite démocratique, que la politique du chaos orchestrée par Donald Trump a rendu si palpable. Mais la montée des pouvoirs autoritaires est visible partout dans le monde, et lorsqu'ils s'associent, comme en Chine, avec le capitalisme de surveillance, ou encore, comme en Inde ou en Turquie, avec les forces du nationalisme et du conservatisme religieux, l'avenir prend un visage inquiétant. Plus près de nous, la défiance envers les institutions, la difficulté à trouver les voies d'une construction partagée de la décision et de l'action publique ou encore la tentation, devant la perception de nouvelles menaces, de réduire le politique à des enjeux sécuritaires ou identitaires, guettent également. La crise économique et sociale engendrée par la pandémie viendra tester encore la résistance de nos institutions et de nos mœurs démocratiques.

Reliés à tous ces phénomènes par nos écrans, nous en sommes également séparés par les tendances à la fragmentation et à la polarisation que ces derniers favorisent. C'est pourquoi il nous faut également replacer au cœur de nos réflexions des questions de nature davantage anthropologique, et épistémologique, au cœur des transformations contemporaines : une gouvernance par les nombres qui semble vouloir faire abstraction des corps, des cultures, de l'environnement, comme si nous pouvions habiter le monde à distance ; les effets des réseaux sociaux

sur l'espace public et la possibilité même d'exercer une raison critique si l'on n'a plus de cadre de référence partagé ; un certain état de confusion cognitive et mentale, dont le complotisme n'est que l'un des symptômes.

Alors que la pandémie nous a privés de nos existences sociales, c'est sous le signe du travail du lien que nous souhaiterions placer l'année qui s'ouvre. Si l'expression a été galvaudée ces derniers temps, il y a des ressources à mobiliser du côté d'une pensée des communs, qui permet-

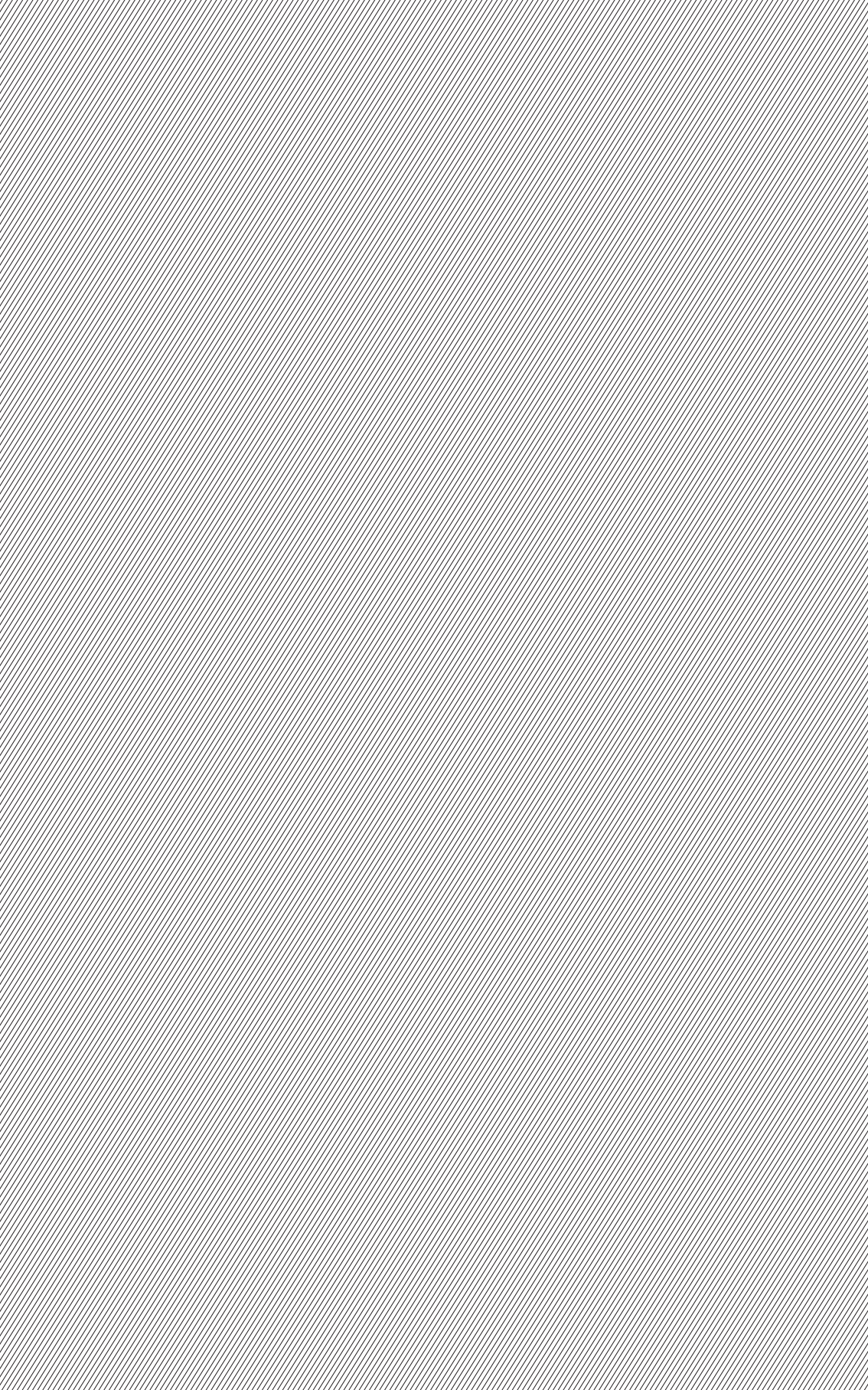
trait enfin de construire, intellectuel-

lement et pratiquement, la rencontre entre la question écologique et la question sociale. Revisiter certains

**C'est sous le signe du travail
du lien que nous souhaiterions
placer l'année qui s'ouvre.**

aspects du socialisme utopique ou du municipalisme, et les articuler aux apports récents de l'anthropologie ou des sciences du vivant, est à ce titre une voie à explorer. Une autre ressource réside à n'en pas douter du côté de la vie spirituelle. *Esprit* est né du refus d'un matérialisme étroit, dont le marxisme et le capitalisme représentaient deux visages en miroir. Aujourd'hui, l'effroi suscité par le terroriste islamiste d'une part, et le durcissement d'une laïcité d'exclusion comme seule réponse à lui opposer d'autre part, laissent orphelins tous ceux qui comptent avec la dimension spirituelle de l'existence humaine, et le rôle majeur qu'elle est appelée à jouer dans des sociétés ouvertes, plurielles et en mouvement. Enfin, alors que les théâtres, les cinémas et les musées sont restés fermés de longs mois, comment ne pas évoquer l'importance de la culture dans le travail du lien ? Il s'agit de prendre au sérieux la littérature et les arts, non pas comme miroirs de notre présent, dont nous viendrions chercher l'intelligibilité dans le reflet, mais comme lieux où s'élaborent les récits collectifs dont toute société a besoin.

Esprit



À
PLUSIEURS
VOIX

NAVALNY : LA VIE DEVANT SOI

Marie Mendras

Le 20 août 2020, à Tomsk en Sibérie, Alexeï Navalny était empoisonné au novitchok, un concentré chimique composé d'agents innervants, produit par un laboratoire militaire russe. Cette substance est si dangereuse qu'un membre de son équipe voyageant avec lui aurait pu être touché par cette attaque. Après plusieurs semaines de coma et de soins intensifs à Berlin, le leader de l'opposition démocratique, âgé de 44 ans, a retrouvé toutes ses facultés. Il est animé par l'énergie farouche du survivant. Les autorités russes continuent de nier la tentative de meurtre contre Navalny et contestent même le fait qu'il ait subi un empoisonnement.

Déni et mensonges

Le 5 novembre 2020, le ministère de l'Intérieur russe, par la voix de sa branche sibérienne, a une nouvelle fois affirmé, au mépris des examens produits par plusieurs laboratoires européens, qu'aucune substance toxique n'avait été trouvée dans l'organisme du malade ou sur ses affaires. Alexeï Navalny aurait souffert d'une « pancréatite », dont il se serait remis

grâce aux bons soins des médecins d'Omsk, où il avait été transporté après un atterrissage en urgence.

Rappelons que Iouri Skripal et sa fille ont failli succomber au novitchok à Salisbury en mars 2018. Les meurtriers ont été identifiés, deux hommes du renseignement russe qui sont protégés par le Kremlin. Poutine les a reçus après leur mission en Angleterre et a récusé toute implication : « *Ils étaient en vacances.* »

Il y a du Trump dans l'obsession du Kremlin à nier la dose de novitchok destinée à tuer l'opposant le plus populaire de Russie. L'assassinat n'a pas réussi ; il n'a donc pas eu lieu. « *Rien n'est vrai, tout est possible* », pour reprendre la formule du journaliste britannique Peter Pomerantsev¹. Au cours d'une conversation téléphonique tendue avec le président Macron, le 14 septembre 2020, Vladimir Poutine a conclu que Navalny s'était probablement empoisonné lui-même pour faire parler de lui.

Le 10 octobre 2006, en visite à Dresde, le président russe commentait avec le même cynisme le meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa : ce meurtre « *cause aux autorités, en Russie et en Tchétchénie, plus de dégâts et de dommages* » que les écrits de la victime, dont

1 - Peter Pomerantsev, *Rien n'est vrai, tout est possible. Aventures dans la Russie d'aujourd'hui*, trad. par Pascale-Marie Deschamps, Paris, Saint-Simon, 2015.

« la capacité d'influence sur la vie politique du pays était extrêmement insignifiante ».

La célèbre reporter était alors la bête noire du Kremlin. Ses ouvrages et ses reportages dans la *Novaja Gazeta* décrivaient les exactions en Tchétchénie, les violences policières et la corruption des puissants en Russie.

De Berlin, où il passe sa convalescence, Alexeï Navalny rappelle qu'il était en très bonne santé avant le 20 août. Selon les médecins allemands, sa vigueur l'a aidé à résister au poison. Navalny était harcelé et menacé depuis des années. Il avait déjà subi une tentative d'empoisonnement en 2018 et avait failli perdre un œil en 2017 dans une agression à un liquide toxique. Par un coup de baguette malicieuse, le poison a transformé le justicier en héros moderne russe.

David contre Goliath

Alexeï Navalny est jeune, grand et beau. Il a la famille idéale. Sa femme Ioulia soutient son action et affirme qu'ils rentreront en Russie dès que possible. Leur fille de 19 ans étudie à l'université de Stanford aux États-Unis ; leur fils de 12 ans va au collège dans les faubourgs de Moscou.

Navalny parle au futur, pas au passé, ce qui le distingue des hommes du Kremlin et des vieux routards de la politique, comme le xénophobe Jirinovsky ou le communiste Ziouganov, qui rabâchent les frustra-

tions d'une puissance passée et la nostalgie d'un soviétisme rassurant.

L'effet de miroir désavantage Vladimir Poutine, isolé et usé par vingt ans de pouvoir, et que la chance semble avoir quitté. Le sentiment que le chef décline et perd la main se lit dans la couverture des journaux gouvernementaux, et dans les propos *off* de nombreux experts proches du pouvoir. Les thèmes délicats, comme la mauvaise gestion de la pandémie et la montée du chômage, tiennent une place importante dans la couverture médiatique et les autorités sont tenues responsables de la crise sanitaire. La situation économique et sociale se dégrade dans toutes les provinces de Russie.

Agir et convaincre

Navalny est dans l'action. L'idéologie n'est pas son affaire, mais il a beaucoup d'idées et retient celles qui permettent d'agir. Il voyage à travers la Russie depuis des années et a ouvert des quartiers généraux dans plus de quarante régions russes.

En 2011, il crée la Fondation pour la lutte contre la corruption. Par ses enquêtes sur l'enrichissement malhonnête de dirigeants et hommes d'affaires, il a pu dévoiler la corruption du pouvoir, à une exception près, trop risquée : la fortune du président. En revanche, sa vidéo de 2017 sur la corruption de Dmitri Medvedev,

alors Premier ministre, notamment à travers des associations caritatives orthodoxes, a fait le tour de la planète.

Navalny avait donc déjà fait ses preuves, comme avocat, enquêteur anti-corruption, blogueur et tribun politique, avant de s'engager dans la bataille des élections législatives de décembre 2011, entachées de lourdes fraudes. Sa carrière politique décolle alors en trombe. Il lance contre le parti du pouvoir un slogan devenu viral : « *Russie unie, parti des voleurs et des escrocs !* » (*partiiā vorov i zhulikov*). Pour des millions de Russes excédés de l'arbitraire du régime, tout est clairement dit : le pouvoir leur vole leurs voix et vole aussi leur pays ; la corruption est économique et politique, et concerne tous les cercles dirigeants, partout dans la Fédération. Alexeï Navalny est convaincu, comme Boris Nemtsov avant lui, que le pouvoir tombera grâce à la résistance des électeurs².

**Alexei Navalny est
convaincu, comme Boris
Nemtsov avant lui, que
le pouvoir tombera
grâce à la résistance des
électeurs.**

2 - Assassiné en février 2015 devant les remparts du Kremlin, Nemtsov appelait à la fin de l'intervention russe en Ukraine, au départ de Poutine, et à des réformes politiques et économiques. Il avait été vice-Premier ministre sous Boris Eltsine.

En septembre 2013, l'opposant se présente aux municipales à Moscou. Il n'a alors que 37 ans. Cet incroyable défi lancé au pouvoir, alors qu'il était sous contrôle judiciaire après une première condamnation, dans l'attente du verdict de la cour d'appel, lui a immédiatement donné une formidable renommée ; 27 % des votants selon les résultats officiels, 30 à 33 % selon les estimations des observateurs, ont voté pour le plus farouche opposant.

Depuis ce succès d'estime en septembre 2013, Navalny vit sous pression, constamment harcelé, menacé, perquisitionné, emprisonné à de nombreuses reprises, pour quelques semaines ou quelques mois. Son frère Oleg a purgé trois ans et demi de prison, pris en otage à la place de son frère³.

Le prix est lourd à payer, mais la nouvelle opposition démocratique a enfin un visage et une base populaire. Des dizaines de milliers de Russes, dont beaucoup sont très jeunes, animent son mouvement politique pour « *le vote intelligent* ». Cette stratégie invite les électeurs à donner leur voix à n'importe quel candidat, pourvu qu'il ne travaille pas pour le système poutinien. Elle a permis de construire de fortes minorités d'opposition au sein de conseils municipaux, dont celui de Moscou.

3 - Voir Oleg Navalny, *3 et demi*, Moscou, Polian-dria Print, 2018.

Alexeï Navalny est à la fois sûr de lui, habité par sa mission et stratégique. Il veut connaître les expériences d'autres pays, pour en tirer des leçons. À chacune de nos rencontres, il s'est enquis de notre système français, de notre mode de représentation citoyenne et des politiques européennes. À l'été 2016, alors qu'il hésitait à appeler au boycott des législatives de septembre, il demandait l'opinion d'experts européens. Il a reçu une bourse de *World Fellow* de l'université de Yale en 2010 et maîtrise très bien l'anglais.

Poutine, la fin devant soi ?

Le Kremlin a été rattrapé par les crises internes, du marasme économique et social à la pandémie de Covid-19. Le pays subit de plein fouet l'accélération du virus depuis octobre 2020. Le diable se cache dans les détails, dit le dicton ; il se niche aussi dans l'imprévu. Au-delà de l'épidémie, des circonstances imprévisibles ont fait dérailler les scénarios. La révolution anti-Loukachenko en Biélorussie et la survie de Navalny à l'empoisonnement ont gâché le coup de force constitutionnel du printemps. Vladimir Poutine avait alors forcé son jeu, en s'octroyant le droit de se représenter à la présidentielle en 2024 et en 2030. Une révision majeure de la Constitution avait été « votée »

par le Parlement, puis « plébiscitée » par un vote sous contrôle⁴. En novembre 2020, alors que la santé de Poutine agitait les réseaux sociaux, le Kremlin a fait passer une nouvelle loi de révision constitutionnelle. L'article 93 sera réécrit, pour assurer aux anciens présidents de la Russie une immunité totale après avoir quitté le pouvoir. De plus, l'ex-chef d'État deviendra « sénateur à vie », fonction honorifique protégée de toute poursuite judiciaire.

Cette obsession du pouvoir sans limite et sans fin révèle la crainte existentielle du régime. Manifestations et grèves sont devenues des faits quotidiens à travers la Fédération de Russie. Par exemple, depuis juillet 2020, la région de Khabarovsk en Extrême-Orient conteste dans la rue l'emprisonnement inique de son gouverneur élu.

Après l'annexion de la Crimée, célébrée avec passion en 2014, la ferveur populaire s'est peu à peu mue en découragement et repli sur l'insécurité du quotidien.

Les interventions militaires russes à l'étranger – en Ukraine, en Syrie, en Libye – inquiètent désormais la grande majorité des Russes, soucieux de vivre en paix. À l'automne 2020, la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, a encore

4 - Voir Marie Mendras, « Le coup constitutionnel de Vladimir Poutine », *Esprit*, mars 2020.

renforcé ce désir de rester hors des conflits extérieurs. Vladimir Poutine n'a pas soutenu militairement son allié arménien au Karabakh. Il a attendu la défaite arménienne pour négocier un arrêt des combats le 10 novembre, et déployer ses « forces de maintien de la paix » le long de la ligne de front. Ce déploiement post-guerre n'est pas vu par les Russes comme une victoire, mais comme un nouveau foyer d'insécurité.

Par ailleurs, les tensions montent entre Moscou et les capitales européennes. De nouvelles sanctions ont été votées contre les responsables de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny. Comme d'habitude, Moscou a annoncé des contre-sanctions. L'opposant démocrate devait disparaître, il occupe désormais une place centrale dans la politique intérieure, et extérieure, de la Russie.

LES CERTIFICATS DE VIRGINITÉ EN DÉBAT

Corinne Fortier

« Pour [certaines] femmes, en France, en 2020, la fiancée est conduite chez un professionnel pour réaliser un test de virginité

et repartir avec un certificat de virginité. Cette pratique, nous voulons y mettre fin. Les lois de la République sont supérieures à toute coutume, et la liberté des femmes ne se négocie pas », a affirmé, le 27 septembre 2020, Marlène Schiappa, ministre déléguée chargée de la Citoyenneté. Les Français découvrent alors que la virginité reste une injonction importante pour une partie de la population.

Même si les certificats de virginité en France concernent surtout des femmes musulmanes, cela ne signifie pas que cette pratique trouve sa source dans les textes islamiques. L'expression de « certificats de virginité » possède une connotation juridique, comme s'il s'agissait d'une condition nécessaire au « certificat de mariage », alors que ce n'est nullement le cas en islam, où il n'est jamais question d'hymen proprement dit, le Coran parlant moins de virginité que de relations sexuelles illégitimes. Et si l'impératif de virginité jusqu'au mariage demeure prégnant dans de nombreuses sociétés du Maghreb et du Moyen-Orient, il n'est pas uniquement suivi par des musulmans, mais aussi par des coptes en Égypte ou encore des chrétiens au Liban, témoignant que cet impératif est davantage d'ordre culturel que religieux.

L'expression « certificat de virginité » accorde une valeur scientifique à un examen qui renseigne moins sur l'hymen lui-même que sur

les représentations qui lui sont attribuées, représentations qualifiées de « *pseudo-scientifiques, imaginaires et policières* » par Diderot et d'Alembert dans l'*Encyclopédie*. Policiers, les examens de virginité le sont, s'apparentant d'une certaine manière aux tests de virginité effectués par la police dans des pays comme l'Égypte lors des révoltes de 2011, où ils étaient imposés à celles qui osaient manifester dans l'espace public, départageant ainsi deux catégories de femmes : la vierge ou la putain¹.

L'article 17 du projet de loi « *confortant les principes républicains* » qui pénalise en France les médecins réalisant des certificats de virginité est en cohérence avec la lutte internationale engagée en 2018 par l'Organisation mondiale de la santé pour « *l'élimination des tests de virginité* », « *médicalement inutiles, humiliants et traumatisants* », qui s'opposent aux « *droits fondamentaux des femmes et des filles* ». Les médecins, en délivrant des certificats de virginité, se font les exécutants d'une prescription qui conforte la domination masculine. Plutôt que de s'attaquer à cette norme en soutenant le droit des femmes à disposer de leur corps, ils contribuent au contrôle social opéré sur elles, consolidant des pratiques qui s'opposent à leur autonomisation.

Les médecins, en délivrant des certificats de virginité, se font les exécutants d'une prescription qui conforte la domination masculine.

Il serait par ailleurs stigmatisant et contre-productif de pénaliser le mari ou les familles qui sont tout à la fois victimes et acteurs d'une norme sociale bien ancrée. C'est en effet à la norme même qu'il faut s'en prendre, en essayant de la dissoudre, d'une part en légiférant, comme s'y est appliqué le gouvernement, afin qu'elle ne soit pas validée par un certificat de virginité délivré par un médecin, et d'autre part en développant l'éducation à l'égalité de genre.

La lutte contre les certificats de virginité est assimilée en France à celle contre l'excision², à la différence près que, dans les années 1980, les « professionnels » pénalisés étaient les exciseuses, tandis que, dans le cas présent, ce sont les médecins. Quoique dissemblables, les mettre sur le même plan a le mérite de déconstruire les oppositions hiérarchiques entre les actes médicaux « civilisés et progressistes »

1 - Voir Corinne Fortier et Safaa Monqid (sous la dir. de), *Corps des femmes et espaces genrés arabomusulmans*, Paris, Karthala, 2017.

2 - « Marlène Schiappa : "Abolissons les certificats de virginité !" », *Le Journal du dimanche*, 26 septembre 2020.

et les rituels « barbares, d'un autre âge »³.

La preuve médicale ne venant pas remplacer la preuve par le sang, la réparation « de papier » qu'offre le certificat de virginité – serait-il de complaisance – n'empêche pas les femmes de procéder à une reconstruction « charnelle » de leur hymen – celle-ci précédant bien souvent celle-là – dans le but de « saigner » lors de leur nuit de noces, pratique qui vient attester que, dans la lutte contre l'injonction de virginité faite aux femmes, ne s'attaquer qu'aux certificats ne suffit pas.

On peut se demander pourquoi le nouveau projet de loi ne se focalise que sur les certificats de virginité sans jamais évoquer la pratique connexe de la réfection d'hymen, qui représente tout autant, sinon davantage, une violence à l'égard des femmes. Ce point aveugle tient à ce qu'il est plus facile de pénaliser des gynécologues qui délivrent des certificats de virginité, le plus souvent des femmes travaillant dans le public, que des chirurgiens plasticiens qui réalisent des hyménoplasties, le plus souvent des hommes opérant dans le privé.

Surtout, s'opposer à la pratique de l'hyménoplastie reviendrait à

ouvrir la boîte de Pandore des opérations esthétiques et à faire prendre conscience du continuum existant entre ces chirurgies, notamment avec la nymphoplastie, dont le nom même renvoie à la figure de la nymphe, soit à une jeune fille vierge, ainsi qu'avec la vaginoplastie, significativement appelée « rajeunissement vaginal », opération qui consiste à resserrer les parois vaginales afin de retrouver un sexe de jeune fille d'avant la perte de virginité.

La seule différence établie entre ces opérations est celle de l'altérité, l'hyménoplastie s'adressant à des femmes « musulmanes » prétendument soumises et opprimées, tandis que les autres opérations concernent des femmes supposées libres et autonomes. Si la pénalisation des médecins délivrant des certificats de virginité peut contribuer au déclin de cette pratique, il est nécessaire de se départir de l'exclusivisme consistant à isoler les demandes de « revirginisation » des « musulmanes » décrites comme « obscurantistes », tout en semblant ignorer que des femmes présumées « émancipées » ont recours à des opérations semblables. Cette perspective permettrait de dépasser le clivage ethnocentrique entre « nous » et « les autres », afin de poser la question plus générale de l'aliénation du corps féminin, aliénation à laquelle certains actes médicaux relevant de la chirurgie

3 - Voir Corinne Fortier, « Réparer les corps et les sexes. Des rituels sexuels aux chirurgies sexuelles », *Droit et Cultures*, n° 79 (1), 2020, p. 9-14.

esthétique ou réparatrice participent, sans pour autant faire l'objet d'une quelconque pénalisation, interdiction ou discrédit.

UN DROIT À LA SURVIE ?

Élie Tassel

Dans son intervention télévisée du 28 octobre 2020, le président de la République n'a utilisé qu'une seule fois le mot « vie ». C'était pour rappeler, si besoin en était, que la vie est désormais au-dessus de tout : « *Rien n'est plus important que la vie humaine.* » Tout était là pour rappeler que les décisions prises par l'exécutif depuis la mi-mars – et *a fortiori* les plus contraignantes : confinement, couvre-feu – sont vitales. Mais, à y regarder de plus près, n'est-ce pas plutôt de survie qu'il est question ? Cette vie réduite au strict minimum ou aux « *bonnes raisons* » (c'est-à-dire au travail), pour reprendre la formule du chef de l'État, n'est-elle pas la définition même de la survie ou de ce que Walter Benjamin appelle la « *vie nue* » par opposition à la « *vie juste*¹ » ? En somme, ce qu'il reste de la vie après qu'on en a soustrait les

plaisirs et les nécessités que nous lui attachons spontanément. La situation ressemble étrangement aux épidémies de peste de la fin du XVII^e siècle décrites par Michel Foucault : « *Chacun enfermé dans sa cage, chacun à sa fenêtre, répondant à son nom et se montrant quand on le lui demande, c'est la grande revue des vivants et des morts*². »

En quelques mois, la survie est devenue la valeur cardinale de nos sociétés démocratiques. Elle l'était sans doute déjà avant, mais peut-être ne le voyions-nous pas³. L'impératif de survie prime désormais sur toute autre valeur et donc sur tout autre droit fondamental. Il justifie toutes les interdictions et tous les excès. Les discussions sur les dérives du droit à la vie ne datent pas d'hier. N'est-ce pas au nom du droit à la vie que certains s'opposent, aujourd'hui encore, à ce que les femmes puissent recourir à l'interruption volontaire de grossesse ou, pire, que certains États reviennent en arrière et l'interdisent – la Cour européenne des droits de l'homme refuse, elle, de rattacher la question de l'avortement au droit à la vie ? N'est-ce pas au nom de ce même droit à la vie (ou parfois au droit au respect de la dignité de la personne humaine, la

2 - Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison* [1975], Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1993, p. 229.

3 - Voir, par exemple, Giorgio Agamben, *Homo sacer*, t. I, *Le pouvoir souverain et la vie nue*, trad. par Marilène Raiola, Paris, Seuil, 1997.

1 - Walter Benjamin, *Pour une critique de la violence* [1920], trad. par Antonin Wiser, Paris, Allia, 2019, p. 50 et suiv.

frontière entre les deux pouvant être poreuse) que d'autres refusent de faire évoluer la loi Leonetti ? La crise du coronavirus a révélé au grand jour l'absurdité d'un monde où le maintien en vie est devenu un impératif. On vient à se demander si un droit de rester en vie, un droit d'être maintenu en vie, bref un « droit à la survie » ne s'est pas substitué au droit à la vie.

La crise du coronavirus a révélé au grand jour l'absurdité d'un monde où le maintien en vie est devenu un impératif.

Le droit à la vie est inclus dans tous les textes internationaux et régionaux de protection des droits fondamentaux. L'État est tenu de le respecter, de le protéger et de le garantir. Cela veut dire qu'il ne doit pas seulement s'abstenir de priver un individu relevant de sa compétence de son droit à la vie – soit qu'il soit son ressortissant, soit qu'il se trouve sur son territoire, soit qu'il soit présent sur un territoire contrôlé par lui. Il doit en plus agir et prendre des mesures concrètes pour le protéger. Cette obligation « implique avant tout pour les États le devoir primordial de mettre en place un cadre législatif et administratif visant une prévention efficace et dissuadant de mettre en

*péril le droit à la vie*⁴ ». Mais il ne faut pas non plus trop attendre de l'État et *in fine* exiger de lui une sorte de garantie-vie ou d'assurance-vie.

La Cour européenne des droits de l'homme rappelle régulièrement qu'elle n'entend pas lui imposer « *un fardeau insupportable ou excessif* ». Les juridictions internationales et régionales, plus largement, posent des limites. L'obligation de protéger le droit à la vie, d'abord, n'intervient que dans deux cas de figure : soit lorsque l'État a connaissance d'un danger ou d'un risque imminent (ou lorsqu'il « *aurait dû* » en avoir connaissance), soit lorsque ce danger ou ce risque était « *raisonnablement prévisible* ». L'obligation de protéger le droit à la vie, ensuite, est une obligation de moyens, de comportement et non une obligation de résultat. Les autorités doivent tout faire pour éviter que le risque se réalise. Elles ne sont pas tenues de remplir l'objectif. Autrement dit, elles ont pour seule obligation de

4 - *Öneryıldız c. Turquie* [GC], n° 48939/99, § 89, CEDH 2004-XII. L'obligation de protection est d'autant plus importante lorsque les personnes courent un risque particulier à raison du lieu où elles habitent ou du lieu où elles travaillent : activités industrielles dangereuses et catastrophes naturelles. L'État est alors tenu de prendre des mesures spécifiques – par exemple « *une réglementation adaptée aux particularités de l'activité en jeu notamment au niveau du risque qui pourrait en résulter pour la vie humaine* » (§ 90).

faire un effort – « *a diligent effort*⁵ ». Il faut en effet tenir de la nature particulière d'un droit aussi complexe. La Cour européenne rappelle que les moyens propres à protéger le droit à la vie relèvent de la marge nationale d'appréciation des États contractants. Cette marge est d'autant plus grande dans les domaines sociaux et techniques particuliers ou dans le domaine médical et les soins de santé. C'est un point sur lequel insiste la Cour européenne : « *L'attribution de fonds publics dans le domaine de la santé est une question sur laquelle elle n'a pas à prendre position, et il appartient aux autorités compétentes des États contractants de déterminer la manière dont leurs ressources limitées doivent être allouées, ces autorités étant mieux placées qu'elle pour apprécier les exigences respectives au regard des ressources finies dont elles disposent et pour assumer la responsabilité des choix difficiles devant être opérés entre différents besoins tous dignes d'être financés*⁶. »

Depuis quelques mois pourtant, tout semble avoir changé. On a le sentiment qu'une obligation de résultat

s'est substituée à l'obligation de moyens. L'État ne doit plus protéger le droit à la vie ; il est tenu de maintenir en vie. Nous acceptons nous-mêmes cette nouvelle société disciplinaire, cette « *hygiène sociale*⁷ » au nom de laquelle on contrôle les déplacements. Nous sommes prêts à rester enfermés chez nous et à n'en plus sortir pourvu que nous restions en vie. Il ne s'agit évidemment pas de minimiser la dangerosité du virus, mais de s'interroger sur les conséquences à plus ou moins long terme des décisions qui sont prises aujourd'hui. Jusqu'où sommes-nous prêts à aller ? N'y a-t-il pas quelque chose de profondément angoissant dans l'idée d'une survie passée chez soi, c'est-à-dire exclusivement tournée vers l'intérieur ? Ou pour dire les choses autrement : vivre certes, mais à quel prix et dans quelles conditions ?

5 - Linos-Alexander Sicilianos, "Out of harm's way: Positive obligations under Article 2 of the European Convention on Human Rights", dans Lawrence Early, Anna Austin, Clare Ovey et Olga Chernishova (sous la dir. de), *The Right to Life under Article 2 of the European Convention on Human Rights: Twenty Years of Legal Developments since McCann v. the United Kingdom. In honour of Michael O'Boyle*, Oisterwijk (Pays-Bas), Wolf Legal Publishers, 2016, p. 34.
6 - *Lopes de Souza Fernandes c. Portugal* [GC], n° 56080/13, § 175, 19 décembre 2017.

7 - Michel Foucault, « L'œil du pouvoir » [1977], dans *Dits et écrits*, t. II, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2017, p. 193.

CAPITAL RESPONSABLE : CROIRE À L'INCROYABLE

Aurélien Feix et Déborah Philippe

Au regard de la montée des inégalités et de la dégradation de l'environnement, le monde des affaires plaide pour une responsabilisation généralisée. Chacun de nous est appelé à faire preuve de « responsabilité » dans l'exercice du rôle économique qui lui est imparti : les entreprises en adoptant des pratiques dites de « responsabilité sociale des entreprises » (RSE), les employés en se montrant exigeants à l'égard des normes morales affichées par leurs employeurs, les investisseurs en intégrant des critères sociaux et environnementaux dans leurs décisions de placement, et les consommateurs en se transmuant en « consom'acteurs » soucieux des implications socio-écologiques de leurs décisions d'achat.

Cette injonction à la prise de « responsabilité » s'est diffusée dans notre société dès la fin des années 1980, avec une intensité qui s'est accrue au fil du temps. Portée par d'importantes coalitions d'entreprises telles que le « pacte mondial » chapeauté par les Nations unies, relayée dans les formations au management et assénée par les services de communication et de mar-

keting des entreprises, elle imprègne aujourd'hui notre quotidien.

Cela a indéniablement fait évoluer notre manière de produire, de travailler, d'investir et d'acheter : désormais, plus de 90 % des 250 plus grandes entreprises multinationales mènent des activités de RSE, 60 % des personnes de la génération Y (nées entre 1984 et 1996) déclarent préférer travailler pour une entreprise qui aurait pris des engagements fermes en la matière, 30 billions d'actifs financiers sont gérés selon les principes de l'« investissement socialement responsable » (ISR), et 80 % des consommateurs européens estiment que leur comportement d'achat est en partie guidé par des considérations environnementales. Le « capitalisme responsable » – prôné de longue date par le libertarien américain Edward Freeman, qui voit en la « responsabilisation » des acteurs économiques le seul correctif admissible aux dérives d'un marché tout-puissant – est donc largement devenu une réalité.

Force est pourtant de constater que ce « capitalisme responsable » ne produit pas les effets escomptés. Prises individuellement, bon nombre d'actions conduites au nom de la « responsabilité » sont tout à fait louables. Mais dans leur globalité, elles n'ont aucunement enrayeré l'aggravation des problèmes climatiques et sociaux que nous connaissons.

ABONNEZ-VOUS

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr - www.esprit.presse.fr

100 % NUMÉRIQUE
À DURÉE LIBRE



7,50€/mois

INTÉGRAL
À DURÉE LIBRE



12€/mois

L'indépendance d'ESPRIT, c'est grâce à vous !

Une revue comme *Esprit* garde aujourd'hui toute sa place dans un paysage médiatique où l'information en continu et le besoin de spectacle l'emportent trop souvent sur la réflexion et le recul critiques. Nous vivons une époque de mutations profondes, où les mouvements de colère prospèrent, tandis que la démocratie semble partout fragilisée. Forts de nos convictions humanistes, donnons-nous les moyens de comprendre le monde qui vient !

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Pays : _____

Code postal : _____ Courriel : _____

Je souscris à un abonnement à partir du mois de : _____

Abonnement		Numérique	Intégral
À DURÉE LIBRE	France	7,50 €/mois	12 € / mois
	International	7,50 €/mois	12,85 €/mois
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / France	5 €/mois	8 €/mois
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / International	5 €/mois	8,85 €/mois
1 AN	France (10 numéros)	84 € <input type="checkbox"/>	130 € <input type="checkbox"/>
	International (10 numéros)	84 € <input type="checkbox"/>	140 € <input type="checkbox"/>
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / France (10 numéros)	60 € <input type="checkbox"/>	91 € <input type="checkbox"/>
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / International (10 numéros)	60€ <input type="checkbox"/>	101 € <input type="checkbox"/>

Je m'abonne directement sur le site www.esprit.presse.fr en payant par IBAN ou par CB.

Ou ☐ je choisis le paiement par chèque dans le cas d'un abonnement d'un an.

Merci d'envoyer votre bulletin d'abonnement à l'adresse suivante :

Esprit - Service relations clients - 12, rue du Cap Vert - 21800 Quétigny

Directrice de la publication
Anne-Lorraine Bujon

Fabrication : TRANSFAIRE SARL, F-04250 Turriers, 04 92 55 18 14
www.transfaire.com

Création de la maquette originale et illustration de couverture : Ip-3 / Olivier Marty

Publié avec le concours du Centre national du livre

Dépôt légal décembre 2020 – Commission paritaire 0722 D 81899
ISSN 0014 0759 – ISBN 978-2-37234-158-5

n° 471, janvier-février 2021

Achévé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur
ZI, rue Maximilien Vox
Condé-sur-Noireau
14110 Condé-en-Normandie

N° d'impression : 1912.0137



Esprit est membre du réseau des revues européennes *Eurozine* (www.eurozine.com)

© ESPRIT – Sauf pour de courtes citations dans une critique de journal ou de magazine, il est interdit, sans la permission écrite des détenteurs du copyright, de reproduire ou d'utiliser les textes publiés dans cette revue, sous quelque forme que ce soit, par des moyens mécaniques, électroniques ou autres, connus présentement ou qui seraient inventés, y compris la xérographie, la photocopie ou l'enregistrement, de même que les systèmes d'informatique.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).